

Marché public n°2025-041

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

**CONCEPTION, ORGANISATION, COORDINATION ET
PILOTAGE DE PRESTATIONS EVENEMENTIELLES POUR
CENTRALESUPÉLEC**

Marché public de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

SOMMAIRE

I. Dispositions générales	3
1. Objet du marché	3
2. Décomposition de l'accord-cadre	3
3. Forme de l'accord-cadre	3
4. Pièces constitutives du marché public	3
5. Sous-traitance	4
6. Durée de l'accord-cadre	4
II. Modalités d'exécution des prestations	4
7. Traitement de commandes par le titulaire	4
8. Modalités de travail d'échanges	5
9. Mis en œuvre des prestations	6
10. Stockage et conditions de livraisons	6
11. Obligations des parties	7
12. Développement durable	9
13. Vérifications et admissions des prestations	9
14. Lieux et délais	9
15. Assurance	10
III. Dispositions financières de l'accord-cadre	10
16. Forme des prix	10
17. Modalités de paiement	12
18. Avance	13
19. Acompte	14
20. Garantie	14
21. Réalisation de prestations similaires	14
22. Pénalités	14
23. Résiliation du marché public	15
24. Différends et litiges	16
25. Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services	16

I. Dispositions générales

1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la conception, l'organisation et la réalisation de divers événements : colloques, séminaires, journées scientifiques, des prestations événementielles internes et externes, destinées aux services des laboratoires, sous la coordination de la Direction de la Recherche de l'Ecole de CentraleSupélec.

2. Décomposition de l'accord-cadre

Le présent marché ne donne pas lieu à l'allotissement, en effet, les prestations objet du marché ne permettent pas l'identification de prestations distinctes, celles-ci répondant à des besoins non dissociables. Le titulaire aura la charge de la conception et l'organisation des événements en étroite collaboration avec CentraleSupélec.

3. Forme de l'accord-cadre

Le marché public de fourniture et service est passé selon une procédure formalisée en application des articles L 2124-2 et R2161-1 du code de la commande publique.

, il s'agit d'un accord-cadre composite mono attributaire conclu à bons de commande en application de l'article R.2162-9 du CCP, sans montant minimum et avec montant maximum de 1 800 000 euros HT pour toute la durée du marché. Ce montant inclus les honoraires du titulaire ainsi que les refacturations aux prestataires réalisant les prestations nécessaires à la réalisation de la conférence.

4. Pièces constitutives du marché public

Le marché public est constitué des documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre des pièces constitutives, l'ordre ci-dessous permet de déterminer la stipulation applicable.

- L'acte d'engagement du marché public et ses éventuelles annexes ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- La cadre de mémoire technique du titulaire en réponse aux prescriptions du CCTP ;
- L'offre financière, comprenant un Bordereau de Prix Unitaire (BPU) et un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) basé sur des cas pratiques, à compléter par le candidat. ;
- Le modèle de convention de mandat, utilisé dans le cadre de ce marché ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;

L'original du marché public, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seule foi.

Toute clause, portée dans toute documentation propre au titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

5. Sous-traitance

Conformément aux articles L2193-1 à L2193-3 du CCP, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le pouvoir adjudicateur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant. Néanmoins, il est rappelé que la sous-traitance totale est interdite.

La demande de sous-traitance doit être en conforme avec les dispositions de l'article R2193-1 du CCP.

Le titulaire remet au pouvoir adjudicateur contre récépissé, ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés ci-dessus, conformément aux dispositions des articles R2193-3 et R2193-4 du CCP.

Le titulaire fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance et autres documents administratifs nécessaires, de ses sous-traitants désignés en cours de marché, afin de les produire avant commencement des prestations correspondantes.

6. Durée de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Il est conclu pour une période initiale de 12 mois renouvelable trois fois par tacite reconduction, sans pouvoir dépasser 48 mois.

CentraleSupélec pourra mettre fin au marché à l'expiration de la première année d'exécution, ainsi qu'à la fin de chaque année suivante sans droit à indemnité au profit du titulaire. La décision expresse de non-reconduction sera notifiée au titulaire au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle du marché (date anniversaire).

En cas de reconduction, le titulaire doit exécuter le marché au titre de la nouvelle période dans les mêmes conditions. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

II. Modalités d'exécution des prestations

7. Traitement de commandes par le titulaire

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure des besoins sur bons de commande (valant marchés subséquents) délivrés au titulaire au fur et à mesure des besoins.

Chaque événement est initié par une demande du représentant du pouvoir adjudicateur, sous la forme qu'elle juge la plus appropriée (cahier des charges, note de cadrage indiquant le thème de l'événement, sa durée, les publics cibles, les partenaires éventuels, les contraintes d'exécution, la ou les dates de l'événement).

Elle fait l'objet des étapes suivantes :

- Un premier échange téléphonique et/ou par courrier électronique entre le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire pour préciser l'objet de la demande, la calibrer et indiquer le délai de réalisation accordé au titulaire ; lors de cet échange seront également précisés les prestations de conception, de réalisation et/ou de coordination à fournir par le titulaire, les équipements demandés au titulaire (mobiliers, matériels informatiques ou vidéo, etc.) selon le lieu d'accueil ;
- La présentation de la réponse du titulaire ainsi que l'estimation financière (devis) correspondante dans les 8 jours ouvrés à la suite du premier échange écrit (ou 72 heures ouvrées si l'événement se tient dans moins deux mois au moment de la sollicitation du titulaire) après la demande du pouvoir adjudicateur.
- L'acceptation du budget et des délais par le représentant du pouvoir adjudicateur qui émet un bon de commande précisant les délais et la date de livraison des différentes prestations et les contraintes particulières le cas échéant.

A la suite de la proposition initiale et des retours éventuels de l'administration, le titulaire peut être amené à ajuster et à présenter à nouveau son projet jusqu'à validation finale par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non-conformité avec la demande initiale, cette reprise doit être effectuée sans frais supplémentaire.

8. Modalités de travail d'échanges

Le pouvoir adjudicateur désigne un représentant qui est à même de suivre l'ensemble des prestations tout en étant l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Lors de la notification du marché, une réunion de démarrage pourra être organisée avec le représentant du pouvoir adjudicateur pour définir, avec le titulaire, les modalités opérationnelles de collaboration, d'échanges et de réalisation des prestations.

Le titulaire doit faire preuve de souplesse, d'adaptabilité, de réactivité et de disponibilité et savoir travailler dans l'urgence. Le titulaire devra avoir la capacité de réagir très vite aux demandes du représentant du pouvoir adjudicateur et mettre tout en œuvre pour répondre à la demande. Le titulaire fait preuve d'un sens du travail en équipe avec les interlocuteurs de la personne publique.

La réalisation d'un événement, sur le fond comme sur la forme, comprend de nombreux aléas dont les effets peuvent entraîner des conséquences en chaîne (par exemple la présence de personnalités confirmée ou annulée au dernier moment entraînant des annulations ou des réservations supplémentaires). Il est demandé au titulaire de savoir s'adapter et réagir en conséquence dans de très brefs délais. Cette réactivité est attendue tant sur le plan opérationnel, afin de respecter les délais, que sur le plan administratif ; par exemple lors de la transmission des propositions créatives ou de devis.

Pour chaque événement ou partie d'événement commandé au titulaire, un chef de projet dédié du titulaire est affecté au représentant du pouvoir adjudicateur pour toute la durée des prestations liées à l'événement, depuis la préparation jusqu'au bilan de l'action. Le titulaire communique au représentant du pouvoir adjudicateur les noms et coordonnées de la personne désignée.

Il sera le principal interlocuteur du représentant du pouvoir adjudicateur. Ce chef de projet est amené à collaborer avec les partenaires éventuels du pouvoir adjudicateur, et/ou des prestataires extérieurs

(agence de conception graphique, imprimeur, etc.). Toutefois, il effectuera ses interventions après en avoir informé le représentant du pouvoir adjudicateur qui valide.

Le titulaire organise une astreinte en cas de problème durant toute la durée de l'événement, avec la désignation d'un référent dédié. Cette personne devra obligatoirement être présente durant la première journée de l'événement puis être joignable par téléphone (n° de téléphone portable à fournir) les jours suivants. Elle devra avoir la capacité d'intervenir dans un délai de 1 heure maximum après l'appel téléphonique.

Le titulaire a une mission de conseil et d'alerte pour le déroulé de chaque événement sur lequel il sera amené à intervenir. Il a par ailleurs un devoir d'alerte dans la non-exécution d'une prestation pouvant remettre en cause le bon déroulement de la préparation de l'événement, qu'elle soit ou non réalisée par le titulaire.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat dans l'exécution des prestations définies au CCTP, et conformément aux règles de l'art.

9. Mis en œuvre des prestations

Les prestations demandées ainsi que leurs modalités d'exécution sont indiquées au cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Le titulaire est tenu de recourir en priorité aux prestataires titulaires de marchés avec le pouvoir adjudicateur, dans la mesure du possible et lorsque cela n'entrave pas le bon déroulement de l'ensemble de la prestation.

Certaines prestations, bien que faisant partie du marché, mais dont l'exécution peut relever d'autres prestataires, ne peuvent être chiffrées dans le BPU. Pour ces prestations, CentraleSupélec peut demander au titulaire du présent accord-cadre, la réalisation de prestations facturées sur la base de prix établis sur devis. Le titulaire s'engage, pour ces prestations sur devis, à proposer à CentraleSupélec le meilleur rapport qualité/prix en mettant en concurrence, soit ses propres fournisseurs, soit les fournisseurs proposés par CentraleSupélec.

En vue de l'exécution du contrat, certains matériels, objets et approvisionnements sont remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS et feront l'objet d'un constat d'état.

Pour ces prestations, et avant tout établissement d'un bon de commande, le service concerné formule une demande de devis et un projet de planning.

CentraleSupélec se réserve le droit de ne pas donner suite à la proposition chiffrée sur devis et de ce fait ne pas établir de bon de commande. Dans ce cas, la proposition de devis est incluse dans le prix de l'accord-cadre et ne peut être facturée par le titulaire, de même que les éventuels déplacements que cette proposition aurait entraîné.

10. Stockage et conditions de livraisons

10.1 Stockage

Le titulaire peut être amené à stocker les dossiers des participants et/ou des objets promotionnels et/ou les documents de travail, et/ou divers objets, matériels ou documents soit dans ses propres

locaux, soit dans l'espace loué pour l'évènement. Conformément à l'article 19.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à leur complète distribution ou utilisation.

10.2 Livraison

En cas de livraison de fournitures ou matériels, celle-ci sera faite à l'adresse précisée sur le bon de commande ou le devis.

10.3 Livrables

Le titulaire s'engage à fournir, pour chaque évènement, tous les livrables et les reportings prévus dans le CCTP et dans les délais exigés.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément des prix.

Les documents écrits doivent être rédigés sous format Word, en langue française dans un style clair et accessible en vue d'une diffusion large et de leur éventuelle publication. Le titulaire s'engage à effectuer une relecture attentive des documents, afin d'en éliminer les erreurs typographiques et orthographiques.

11. Obligations des parties

11.1 Information et moyens d'exécution

CentraleSupélec s'engage à fournir au titulaire toutes les informations qu'il lui sera possible de rassembler et qui sont de nature à assurer la réalisation dans les meilleures conditions des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché.

Le titulaire désigne une personne unique dans sa proposition technique du titulaire, qui se chargera du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, la composition de l'équipe technique (chef de projet et son équipe), sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences mentionnées dans sa proposition technique en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement le chef de projet.

Le titulaire est également tenu de communiquer immédiatement toute modification survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapporte aux collaborateurs chargés de l'exécution du marché.

11.2 Obligation de confidentialité et de protection des données

Le Titulaire est tenu à une obligation de confidentialité et de protection des données. Cette obligation est de résultat. Elle intègre les éléments indiqués dans le CCTP ainsi que les éléments ci-après.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'Acheteur.

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le Titulaire restitue sans délai à l'Acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le Titulaire détruit, dans un délai d'un (1) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de

sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le Titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

11.3 Responsabilité du titulaire et du chef d'équipe

Le titulaire assure la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est donc seul responsable des dommages qui de ce fait pourraient être causés à son personnel, à des tiers ou aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers lors de l'exécution des prestations.

En cas de détérioration de biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exécuter par ses soins, au compte du titulaire, la réparation des dégâts commis. Le titulaire devra être en règle avec la législation sociale actuelle et se conformer à tous les décrets et lois en vigueur.

Le chef de projet désigné dans la proposition technique du titulaire est chargé du règlement de tous les problèmes qui pourraient survenir pendant l'exécution du marché et participera à toutes les réunions de suivi et de pilotage. Le titulaire veillera à assurer la stabilité de l'équipe présentée à CentraleSupélec dans les conditions définies ci-après. Au cas où le remplacement du chef de projet ou d'un membre de l'équipe s'avère néanmoins nécessaire, le titulaire veillera à le remplacer dans les conditions visées ci-après. Le titulaire s'engage à mettre en place pendant toute la durée du marché, une équipe technique dont la composition doit impérativement respecter les profils mentionnés dans sa proposition technique. Après notification du présent marché, le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, la composition de l'équipe technique (chef de projet et son équipe) – sachant qu'ils doivent impérativement respecter les profils, les expériences et les compétences mentionnées dans sa proposition technique - en indiquant le détail de leurs attributions, leur niveau et leurs rôles respectifs, en distinguant particulièrement le chef de projet.

11.4 Modification de l'équipe technique/par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS

L'équipe technique établie dans les conditions définies ci-dessus peut évoluer :

- À la demande expresse de CentraleSupélec en cas de non-respect des obligations définies au marché ou en cas d'incapacité d'un intervenant
- À la demande du titulaire après accord de CentraleSupélec
- Dans le cas où l'équipe technique évolue, le titulaire soumet à l'accord de CentraleSupélec, par courriel, quinze (15) jours minimums avant le départ effectif de chaque intervenant remplace, la nouvelle composition de l'équipe en :
 - Précisant le détail des attributions et rôles respectifs de chaque intervenant remplacé, la nouvelle composition de l'équipe technique et, le cas échéant, les conséquences sur l'organisation de l'équipe
 - Joignant les curriculums vitae de chacun des intervenants concernés

CentraleSupélec peut refuser ou accepter la nouvelle composition de l'équipe

11.5 Mis en régie

En cas de carence du titulaire à respecter les prescriptions et clauses du marché et notamment les délais, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de faire intervenir aux frais et risques du titulaire, et après mise en demeure restée sans effet après 15 jours, un autre prestataire sans que le titulaire puisse s'y opposer ou prétendre à ce titre à une indemnité quelconque.

12. Développement durable

CentraleSupélec, soucieuse de s'engager dans une démarche de développement durable, porte une attention particulière aux dispositions prises en faveur de la protection de l'environnement. Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé (format PDF ou équivalent) et/ou sur des supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (exemples : label FCS, PEFC ou équivalent). Le titulaire doit s'attacher à favoriser, dans la mesure du possible, la limitation des émissions de gaz à effet de serre (transports, approvisionnements, prestataires, consommation d'énergie).

13. Vérifications et admissions des prestations

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des prestations exécutées avec les prescriptions du présent marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par un représentant du service pilotage de CentraleSupélec au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (conformité des caractéristiques des lieux, du service rendu, etc).

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS et compte-tenu de la nature des prestations du présent marché, les vérifications s'effectuent en continu.

Elles ont pour but de vérifier que la quantité et la qualité des prestations sont conformes aux stipulations du présent marché et que les délais sont respectés.

La décision d'admission des prestations sera prononcée par CentraleSupélec. Seule une décision d'acceptation complète ouvrira droit au paiement.

14. Lieux et délais

14.1 lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécution des missions ne sont pas encore connus à ce jour. CentraleSupélec communiquera les adresses d'exécution des prestations et de livraison des fournitures dès réservation du lieu de l'événement.

14.2 Délais d'exécutions

Les délais d'établissement des devis en fonction des prestations et prix du BPU sont fixés à 30 jours maximum, par défaut (demande classique), à compter de la date de réception de la demande (par téléphone ou courriel).

Néanmoins, pour toute demande urgente, l'établissement du devis devra se faire dans les meilleurs délais à compter de la date de réception de la demande (par téléphone ou courriel), afin de respecter la date limite imposée par CentraleSupélec.

15. Assurance

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations. La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Le titulaire du marché devra souscrire et maintenir en vigueur, pendant toute la durée du marché, une assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non consécutifs, causés à des tiers, y compris à l'École CentraleSupélec, du fait de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Le titulaire devra également souscrire une assurance "Tous Risques Chantier" couvrant les dommages pouvant affecter les éléments de stands durant les phases de montage, démontage, transport et stockage. Cette assurance devra garantir la réparation des dommages matériels causés aux biens confiés, y compris les éléments de stands appartenant à CentraleSupélec.

III. Dispositions financières de l'accord-cadre

16. Forme des prix

Les prix sont exprimés hors taxes. Le montant des taxes et le montant T.T.C. seront indiqués également. Les prix couvrent l'ensemble des coûts liés à la bonne exécution des prestations objet de l'accord-cadre. Les prix indiqués dans le bordereau des prix (BPU), ainsi que les prix des devis sont réputés comprendre l'ensemble des frais et charges fiscales, parafiscales et autres taxes frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'assurance professionnelle d'une telle prestation, les études proprement dites, les frais de secrétariat, les frais de déplacements, les frais postaux, la présence du titulaire aux réunions organisées par CentraleSupélec, etc.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations livrées dans les conditions prévues aux bons de commandes. Les coûts des fournisseurs tiers établis sur la base de devis doivent représenter les véritables prix du marché en relation avec les biens et services concernés. CentraleSupélec se réserve le droit d'exiger des justificatifs des fournisseurs tiers.

➤ Variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes la 1^{ère} année d'exécution puis révisables l'année suivante dans les conditions définies ci-dessous.

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres fixée au règlement de la consultation. Ce mois est appelé « mois zéro », mois d'établissement du prix initial.

L'indice de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations faisant l'objet du marché est l'indice INSEE Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – Total HS – Ensemble des services <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010766502>

➤ **Modalités de révision des prix**

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix seront révisés et applicables annuellement à compter de la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre (ou la date de reconduction).

La révision est déterminée par l'application de la formule de révision suivante :

$$P = P_o (0.15 + 0.85 (I_n / I_o))$$

P est le prix révisé H.T.

P_o est le prix initial H.T.

I_n est la dernière valeur connue de l'indice cité ci-dessus au mois de révision (celui-ci étant le mois du 1er jour de la période reconduite),

I_o est la valeur de ce même indice au « mois zéro ».

Les nouveaux tarifs révisés à la hausse comme à la baisse devront être communiqués au service achats et marchés (achatsmarches@centralesupelec.fr) 15 jours avant la date de révision effective des tarifs du marché.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par CentraleSupélec.

A défaut de communication des nouveaux tarifs révisés par le titulaire dans ces délais, les tarifs en cours seront maintenus. Les tarifs révisés seront validés par un écrit de CentraleSupélec (courrier ou mail).

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent :

- D'adopter l'indice de remplacement publié ;
- Si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

➤ **Prix unitaires du BPU**

Le nombre de postes contenus dans les BPU n'est pas limitatif. CentraleSupélec se réserve le droit d'en inclure de nouveaux. De même, le titulaire peut proposer d'intégrer au BPU des postes qui lui sont fréquemment commandés. Ces postes et leurs prix unitaires seront établis d'un commun accord entre le titulaire et CentraleSupélec et intégrés par voie d'avenant au marché, dans le cadre de la clause de réexamen.

Cette pratique ne doit toutefois pas conduire à des modifications fondamentales du BPU, il s'agit simplement de compléter ou détailler certains prix unitaires ou de créer des articles pour une prestation particulière.

Quoiqu'il en soit, les postes et prix nouveaux seront codés dans le BPU à la suite de l'existant, dans un paragraphe « prestations spéciales » et intégrés par voie d'avenant.

17. Modalités de paiement

➤ Transmission des demandes de paiement

Les demandes de paiement sont communiquées par voie dématérialisée, via CHORUS PRO. Lorsqu'une facture sera transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise via le portail CHORUS PRO correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Les informations nécessaires au dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO sont les suivantes :

- N° d'engagement juridique : numéro de bon de commande
- SIRET : 130 020 761 00016

➤ Répartition des paiements

L'acte d'engagement ou un document annexe indiquera ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants
- au titulaire mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants

En cas de groupement d'entreprises et/ou de sous-traitance déclarée, pour paiement de toute facture ou demande de versement d'avance, une répartition financière détaillée devra être fournie.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement conjoint perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement, qui est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres de groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du cotraitant concerné.

La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

➤ Modalités de règlement des comptes

Les factures sont établies portant, outre les mentions légales, les indications ci-après :

- Le numéro de l'accord-cadre
- Le numéro du ou des bons de commandes
- Le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement

1) *Factures erronées*

Toute facture à modifier après vérification par CentraleSupélec sera retournée à son titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Le délai de paiement sera systématiquement suspendu en cas d'erreur dans la facturation.

2) *Modalités générales de paiement*

Le mode de paiement est le virement par mandat administratif pour une durée conforme aux dispositions de l'article R. 2192-10 et 11 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où ce délai serait dépassé, le titulaire pourra faire appel aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement de la commande publique est de 30 jours à compter de la réception de la facture à condition que le service fait soit certifié. La monnaie de règlement est l'EURO. Ce délai démarre sous réserve de la réception et de la validation de l'ensemble des éléments nécessaires à la facturation (détail des factures émises sous forme Excel avec différenciation des taux de TVA, factures payées pour le compte de CS ...). A défaut la facture sera rejetée et le délai global de 30 jours commencera à compter de la réception de l'ensemble des éléments demandés

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans droits d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

La taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) est celle en vigueur au jour de facturation conformément à la législation française.

3) *Intérêts moratoires*

En cas de défaut ou retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, tels que prévus selon les dispositions des articles R. 2192-10 et 12 du Code de la commande publique et du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 modifié, qui font courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R.2192-31 du Code de la commande publique relatif aux retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

18. Avance

18.1 Les avances obligatoires

Une avance pourra être accordée au titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R2191-3 et suivants du CCP et pour tout bon de commande supérieur à 50 000 euros HT et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois.

L'option retenue est l'option B du CCAG-FCS, avec un taux d'avance de 10%.

18.2 Les avances non obligatoires

Conformément à l'article R2191-4 du Code de la commande publique, CentraleSupélec accordera une avance pour tout bon de commande quel que soit son montant, dont la durée d'exécution est

inférieure à deux mois. Cette avance, d'un montant égal à 10 % du bon de commande, est versée uniquement si le titulaire en fait la demande.

19. Acompte

Un acompte est accordé au titulaire du marché dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et suivants du CCP :

- Ouverture du site internet de la gestion des inscriptions : acompte de 15% du montant du bon de commande
- Premier jour de manifestation de la prestation : acompte de 25% du montant du bon de commande

20. Garantie

La garantie prend effet à la notification de l'admission sans réserve des prestations. Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont applicables.

21. Réalisation de prestations similaires

CentraleSupélec se réserve la possibilité de confier au Titulaire de ce marché en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestation similaires à celles qui lui seront confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité, ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du marché.

22. Pénalités

Les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable. Leur application et leur répartition sont établies par CentraleSupélec et notifiées au titulaire. Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 aucun plafond de pénalités n'est fixée ; par ailleurs, aucune exonération n'est prévue.

22.1 Pénalités de retard pour toute mise en place liée à la bonne exécution des conférences

Le titulaire doit respecter les contraintes des différents organisateurs/lieux d'événements et avant le début des conférences. Ces contraintes et horaires sont spécifiques pour chaque lieu/conférences. Ils seront spécifiés à l'avance et transmis au Titulaire, pour chaque conférence.

Dans le cas de figure où le retard et/ou la qualité de la prestation du fait du titulaire perturbe la participation à une manifestation, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 30 % du montant en euros HT du bon de commande par conférence/événement.

En cas d'annulation de la conférence/ événement au tort du titulaire, l'intégralité du montant du bon de commande devra être remboursé par le titulaire. Ce dernier pourra également être amené au paiement des frais supplémentaires causés par l'annulation de l'événement.

22.2 Pénalités pour travail dissimulé.

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG FCS.

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

22.3 Pénalités relatives au suivi du projet par le titulaire

En cas d'absence ou de retard supérieur à 30 minutes aux réunions de pilotage et de suivi du chef de projet du titulaire, organisé par CentraleSupélec, une pénalité forfaitaire de 100 euros HT par absence sera appliquée sans mise en demeure préalable.

22.4 Pénalités pour retard ou non-réponse à une demande de commande

En cas de non-réponse à une commande dans les délais prévus au présent document, le Titulaire doit motiver de manière circonstanciée son absence de réponse, justifications formelles à l'appui.

Le seul motif recevable est que l'attributaire soit déjà titulaire de plusieurs commandes et n'est plus en mesure d'assurer une mission supplémentaire.

En dehors du cas susmentionné, il appartient au titulaire de prendre toutes les mesures pour faire face à ses engagements.

Dès la deuxième non-réponse du titulaire à une commande ou à un marché subséquent, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 500€ par non-réponse.

De plus, CentraleSupélec se réserve la possibilité de mettre fin à l'accord-cadre pour faute sans indemnités en cas d'absence de réponse répétée ou persistante, ou en cas de répétition dans la remise des réponses inappropriées, irrégulières et/ou inacceptables.

22.5 Autre pénalité

Pénalités pour mauvaise exécution sur une ligne de BPU : 50% du montant global du bon de commande sera appliqué.

Si l'événement ne peut pas se tenir au lieu prévu, par faute du titulaire, pour cas de force majeure, le titulaire s'engage à mettre tout en œuvre pour trouver un nouveau lieu.

23. Résiliation du marché public

Les dispositions des articles 38 à 45 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) Fournitures Courantes et Services (FCS) sont applicables au présent marché auxquelles s'ajoute la disposition suivante.

Résiliation aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS avec les précisions suivantes :

- Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- Par dérogation et en complément des articles 32 et 34.3 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 20 %.
- En complément à l'article 32 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

24. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif de Versailles

56 avenue de Saint-Cloud

78000 VERSAILLES

25. Dérogations au CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services

Articles du CCAG – FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP introduisant ces dérogations
3.4.3	11
28	13
10.1.1	14
14	22
43.5	23